

Politique Agricole Commune

***Pour sauver l'agriculture paysanne, changeons la PAC dès 2008
en une politique agricole légitime, juste, solidaire et durable,***

« Bilan de santé » :

la Commission ne fait pas de diagnostic et se trompe de traitement

La première tâche du « Bilan de santé » devrait être d'évaluer les résultats de la PAC mise en place depuis 2003. La PAC est malade, et la Commission se trompe de traitement. Les paysan(ne)s constatent que, dans beaucoup de secteurs, la situation a empiré. Le nombre de producteurs continue de s'effondrer, les revenus de l'agriculture paysanne baissent et les modes de production trop intensifs et énergivores continuent de se développer.

Or nous avons besoin d'une politique publique en agriculture: le marché n'a pas pour vocation de répondre aux enjeux de l'alimentation, de l'emploi, de l'environnement, des territoires. La politique agricole ne peut, aujourd'hui ou en 2013, se résumer à une politique de développement rural, qui atténuerait les effets du marché. Une agriculture duale, où coexisteraient de grandes entreprises agricoles oeuvrant sur un marché mondialisé et des exploitations paysannes résiduelles survivant sur un marché local, n'a pas d'avenir. Les deux piliers actuels de la PAC provoquent et accompagnent le non renouvellement des exploitations et la disparition de l'agriculture paysanne.

La réforme de la PAC engagée en lien étroit avec les négociations de l'OMC en 1992, 1999, puis 2003, ne l'a pas guérie de ses problèmes initiaux : dépendance en protéines végétales, dumping sur le marché mondial, productivisme, concentration régionale des productions. Elle en a créé de nouveaux: très mauvaise répartition des paiements directs entre secteurs- exploitations- régions, pénalisation de l'élevage durable sur prairies, renationalisation engagée en 2003 au bénéfice des pays riches de l'UE. L'UE a détruit les régulations au lieu de les adapter.

Lorsque le revenu paysan dépend autant de paiements directs, comme c'est le cas aujourd'hui pour beaucoup de producteurs, comment s'étonner de voir les fermes se vider et les jeunes renoncer ?

Les fermes se vident, la terre chauffe, la faim augmente: place à d'autres politiques !

L'échec de l'OMC est aujourd'hui probable. Depuis la conférence ministérielle de Cancún en 2003, les USA et l'UE savent qu'ils ne peuvent plus écrire les règles du commerce mondial comme ils l'ont fait pour l'accord de 1994. Ils préfèrent maintenant multiplier les accords bilatéraux, où ils tentent d'imposer ce qu'ils n'ont pas réussi à faire à l'OMC. Mais beaucoup de pays du Sud, à juste titre, refusent la signature de ces accords. Faim dans le monde, creusement du fossé entre riches et pauvres, pillage des ressources, délocalisations, migrations: la mondialisation « libérale » a échoué : *place à la souveraineté alimentaire, à la re-localisation, au commerce utile.*

Les crises climatique et énergétique : Elles apportent beaucoup d'incertitudes sur la géographie agricole à venir. Si le Canada, la Russie vont augmenter considérablement leur surface agricole, l'Europe, en particulier au sud, va rencontrer de grandes difficultés. C'est l'occasion de remettre en cause le modèle dominant de production et de commerce, et non de fuir dans l'illusion des agrocarburants industriels. *Place à l'agriculture paysanne, durable, plus économe, plus autonome (semences, énergie, alimentation animale,...), priorité au commerce local.*

Les besoins alimentaires mondiaux : face à la croissance des besoins alimentaires liée à l'augmentation de la population jusqu'en 2050 et à l'entrée de la Chine et autres pays « émergents » dans le modèle de consommation occidentale, la souveraineté alimentaire, disparue avec l'OMC, nous fait bien défaut. Ce modèle, trop grand consommateur de viande, pose question.

La hausse des prix des céréales: Cette hausse apparaît forte parce que les prix étaient tombés très bas dans les dernières 15 années, en-dessous des coûts de production. Cette augmentation de prix est surfacturée par l'industrie et la distribution au consommateur, alors qu'elles n'ont pas répercuté les très fortes baisses des 20 dernières années ! Les causes de cette hausse (spéculation financière, sécheresses répétées en Australie, demande croissante de matières premières en Asie, développement des agrocarburants, ..) peuvent se retourner et devenir des facteurs de baisse des prix. Or on ne peut jouer au monopoly avec l'alimentation : *place à la régulation des marchés agricoles, tant au niveau européen qu'au niveau mondial.*

Crises sanitaires : Après la vache folle, symbole des dégâts du productivisme, dont le bilan chiffré des externalités négatives reste à faire, voici la grippe aviaire, symbole de la mondialisation de la production avicole, avec une poignée de firmes en détenant la génétique et des lots de poussins mondialisés infectant les élevages (les oiseaux migrateurs ont bon dos !). Voilà les pesticides, qui, après avoir remplacé la main d'œuvre, sont devenus une bombe à retardement pour notre santé.

Positions et propositions vis-à-vis du « bilan de santé »

- **Découplage entre paiements directs et production:** cet instrument¹ est absurde lorsque les paiements servent à rémunérer la production à la place des prix. Il n'a que peu de rapport avec les modes de production mais pousse à l'abandon de production lorsque le prix est inférieur aux coûts de production comme en élevage. Il faut un lien entre paiements directs et production, associé à une maîtrise de la production.
- **Meilleure distribution des paiements :** il est indispensable, en terme de légitimité sociale, de fortement réduire les disparités actuelles: moins de 20% d'exploitations touchent plus de 80% des paiements. Il faut plafonner par actif les paiements du premier comme du deuxième pilier. Le plafond proposé par la Commission est trop élevé et la diminution au-delà trop faible². Que ce soit la référence historique, injuste vis à vis des petites exploitations et des secteurs non concernés, ou le paiement unique par ha, qui va de pair avec un découplage total, il n'y aura jamais de bon instrument, tant que ces paiements seront une partie importante du revenu paysan. Par ailleurs, les droits au paiement unique ne doivent plus être marchands: comment justifier auprès du contribuable un commerce de subventions ?
- **Gestion des marchés :** l'abandon de toute régulation de marché, la mise en place d'une OCM unique au nom de la simplification, livrent les paysan(ne)s encore davantage aux mains des banques/assurances, qui garantiraient les grandes entreprises agricoles contre les risques du marché et les risques sanitaires. C'est une grave erreur si on veut maintenir une agriculture paysanne.
 - *Il faut soutenir l'élevage et autres secteurs fragilisés à forte main d'œuvre* (comme les fruits & légumes): la forte augmentation du prix des céréales et de l'alimentation animale met en péril de nombreux éleveurs.
 - *Oui à la suppression du gel des terres*, qui n'est pas un instrument de régulation adapté à l'Europe. Oui à un gel à long terme de zones à haute valeur de biodiversité.
 - *Non à la suppression des quotas laitiers après 2015.* L'augmentation du prix du lait risque d'être provisoire. Il est indispensable de maîtriser la production. L'abandon des quotas concentrerait davantage la production et la mettrait en danger dans les zones défavorisées. Non à une augmentation des quotas : le quota actuel est déjà largement supérieur à la consommation. Il faut garder une gestion publique des quotas et améliorer leur application. Tout « droit à produire » devrait être non marchand.
 - *Intervention :* non à une intervention utilisée pour gérer des excédents structurels, mais oui à une maîtrise de la production qui permette, en cas de crise conjoncturelle, de garantir un prix minimum.
 - *Réforme vin :* non à un vin mondialisé. L'arrachage n'est pas une solution de maîtrise de la production. Maintenir les droits de plantation. Il ne faut pas transférer le pouvoir de réglementation du Conseil à la Commission.

¹ Rappelons que le découplage est utilisé à l'OMC pour remplacer les aides à l'exportation par un alignement des prix européens sur le prix mondial associés aux paiements directs découplés, ce qui permet de continuer à exporter à des prix inférieurs aux coûts de production : le dumping continue. C'est au cœur de l'accord OMC et des réformes PAC depuis 1992.

² La Commission propose-t-elle un plafond symbolique pour faire agréer un plancher plus élevé et supprimer les primes des plus petites exploitations ?

Pour une politique agricole légitime, juste, solidaire et durable

Pour développer une agriculture paysanne multi-fonctionnelle qui vend des produits diversifiés, sûrs et de qualité, et façonne des territoires attractifs, pour laisser les mêmes chances aux autres régions du monde, il faut changer l'orientation de la PAC et la rendre légitime pour ses citoyens/consommateurs. Sinon l'agro-industrie, la grande distribution et les banques auront formaté de grandes entreprises agricoles et remplacé la politique agricole. L'agriculture paysanne, familiale et durable ne subsisterait alors que dans quelques niches et quelques vitrines.

- **La souveraineté alimentaire, une condition nécessaire** : l'échec de l'OMC est une chance à saisir pour l'UE et autres Etats pour recouvrer le droit à définir leur politique agricole, sans dumping vis à vis des pays tiers. C'est une condition nécessaire pour libérer la PAC et la guérir de ses anciennes et nouvelles maladies.
- **Vivre de la vente de ses produits et non de subsides** : pour maintenir à terme des exploitations paysannes, le revenu paysan doit provenir essentiellement des prix et non des primes. Pour cela, les prix du marché doivent être liés aux coûts de production européens, qui sont plus élevés que dans beaucoup d'autres pays. Il faut donc un marché régulé au niveau européen (pour empêcher des excédents structurels), et des droits de douane (pour empêcher des importations à bas prix), à condition d'éliminer le dumping actuel. Dans les régions défavorisées ayant des coûts de production plus élevés, des paiements directs plafonnés par actif sont nécessaires. Une telle politique coûterait moins cher au contribuable européen que la politique actuelle.
- **Une production maîtrisée, des modes de production durables** : il faut éliminer les facteurs structurels de surproduction en appliquant la protection aussi à l'alimentation animale (pour recouvrer notre autonomie en protéines végétales) et en abandonnant progressivement les modes de production trop intensifs et énergivores. Les niveaux de production doivent tenir compte des besoins européens et des exportations possibles sans dumping.
- **Un développement rural qui complète la politique agricole**: les fonds pour le développement rural doivent donner la priorité à l'installation et à l'emploi rural, au commerce local et régional, à la transformation locale.
- **Pas d'OGM** : les OGM sont inutiles et dangereux pour la biodiversité. Ils sont un outil supplémentaire de main mise de l'agro-industrie sur l'agriculture. La co-existence est impossible et les Européens ne veulent pas d'OGM dans leur assiette. Il faut une décision européenne claire d'interdiction.
- **les agrocarburants industriels sont un problème, pas une solution** : ils sont ni efficaces sur le plan énergétique et du CO², ni sur le plan économique (L'UE construit de fait une super-OCM agrocarburants alors qu'elle détruit toutes les autres !). Mais il faut favoriser la production locale d'huile pure végétale par les exploitations pour assurer une autonomie énergétique des exploitations.
- **Les exploitations paysannes peuvent contribuer à refroidir la planète** : il faut favoriser les pratiques agricoles qui augmentent le taux de matière organique du sol, qui capte beaucoup de carbone, donc par exemple favoriser les prairies. Favoriser les légumineuses et réduire l'utilisation de nitrates. Soutenir le développement d'énergie solaire sur les toits des bâtiments agricoles.